# La période jeffersonnienne

L'Angleterre, après avoir connu des moments de liberté superbe et avoir vu se manifester chez elle les élans les plus généreux d'une démocratie incomparable, était retombée, vers le milieu du xviii$^{e}$ siècle, dans un état de despotisme qui n'avait rien à envier aux autres pays d'Europe et du monde entier. Cc despotisme régnait en maître absolu sut toute la grande île britannique ; seule la secte des quakers y faisait une opposition tenace et continue. Par leur nombre, les adhérents de cette secte ne faisaient qu'exciter la risée des partisans du régime absolu de la poigne forte ; ce qui ne les empêchait point d'être l'objet de persécutions implacables et féroces. Mais par la profondeur de leurs idées et de leur bonté, plus humaines que divines, ils devaient révolutionner le monde et secouer le vieil édifice basé sur l'affirmation de la force bestiale, négatrice de toutes les déclarations de droit et de principes.

Les quakers étaient des non-résistants ; mais leur non-résistance ne devait point leur faire condamner le geste de révolte des opprimés au profit des oppresseurs omnipotents ; ils eurent la franchise et le courage de dire : « La révolte d'en-bas a toujours pour cause la tyrannie et l'oppression d'en-haut. » Puis, défenseurs, malgré tout, des humbles et des opprimés, ils affirmèrent : « Pourquoi la société permet-elle l'ignorance, cette mauvaise inspiratrice du cœur humain ? — Pour dominer plus facilement et assurer le triomphe complet du gouvernement exclusivement basé sur l'oppression et la force brutale, répondirent-ils eux-mêmes. » Aussi, sans hésiter, ils se firent tes protecteurs des faibles et des victimes des puissants. Ils travaillèrent avec une ardeur inlassable au relèvement des masses victimes de la tyrannie et de l'oppression. Leur œuvre fut autant morale que matérielle, elle ne prit jamais la forme de la charité qui humilie et dégrade ; leur attitude, sous une apparence humble et résignée

portait en elle quelque chose de grand et de sublime : leur humilité vainquit les Indiens, dont ils devinrent les fidèles alliés et amis ; leur résignation frappa de teneur leurs bourreaux. Enfin, par leur conduite générale, ils firent l'admiration des penseurs et des philosophes précurseurs ou collaborateurs directs des grandes révolutions américaine et française, de 1776 et de 1789.

L'idéologie de la secte des quakers, autrement nommée *Société des Amis*, peut se résumer ainsi : Établissement d'un gouvernement non basé sur la violence ; condamnation de la guerre comme un fratricide égorgement ; suppression de la peine de mort, cette survivance de la barbarie ; abolition de l'esclavage et de toutes sortes d'oppressions de l'homme par l'homme ; amélioration immédiate des conditions matérielles et morales des classes laborieuses, campagne sans trêve ni répit contre le luxe tapageur et l'opulence provocatrice des classes privilégiées. Pour la réalisation d'un tel programme, ils ne reculèrent devant aucun obstacle et ils payèrent libéralement de leur liberté et de leurs personnes. Devant leurs juges, ils furent cranes dans leur humilité : « Vous faites usage envers nous, leur déclarèrent-ils, de la violence, comme de vulgaires voleurs de grands chemins, avec cette différence que vous ne pouvez invoquer l'ignorance comme une excuse. » Ils surent braver les tortures de toutes sortes et ne faiblirent jamais devant la corde. En Amérique, ils contestèrent tous les titres de propriétés des colons: « Ces terres, affirmaient-ils, vous les avez volées et vous avez assassiné leurs propriétaires légitimes, les Indiens. » Eux ne volèrent jamais de terres, celles qu'ils occupèrent, ils les tenaient d'après le libre consentement des Peaux-Rouges, à qui ils avaient dit : « Ces terres que nous occuperons resteront votre propriété, vous pourrez les reprendre quand vous voudrez. D'ailleurs, tout ce que nous possèderons vous appartiendra. » À cette déclaration qui peut se résumer par ces mots : « Tout pour les Indiens », les Peaux-Rouges répondirent : « Tout pour les quakers. » Ainsi fut conclut, suivant l'expression de Voltaire, l'unique

contrat, qui non lié par un serment, ne fut jamais violé (voir *Géographie Universelle*, Élisée Reclus).

Si, les préceptes de la Société de Amis étaient grands et élevés par eux-mêmes, on comprendra facilement combien il était possible de leur donner une expression plus large et plus sublime par une modification de sa formule relative à la non-résistance. Ce fut précisément un quaker, Thomas Paine, qui sut, fort à propos, modifier cette formule.

Se présentant aux populations des treize colonies britanniques de l'Amérique du Nord (aujourd'hui les États-Unis de l'Amérique du Nord), avec une lettre de recommandation de Benjamin Franklin, Paine, le quaker, recommande la révolte comme un devoir. « Mais, ajoute-t-il, si cette révolte ne devait avoir d'autre but que celui d'une séparation avec la mère-patrie, ce ne serait qu'une tentative condamnable. Nous devons donc avoir un idéal beaucoup plus élevé, nous devons songer la création d'une humanité meilleure, plus libre et plus heureuse, par l'établissement d'un gouvernement non basé sur la violence. » Ce fut sous une telle inspiration qu'il écrivit son *Sens Commun* qui devait, pour une si grande part, provoquer la révolution américaine et l'amener à un succès jusqu'alors sans précédent dans l'histoire des révolutions humaines.

« Des écrivains, déclare Paine, ont tellement confondu *société* avec *gouvernement* qu'ils ne font qu'une petite ou pas du tout de distinction entre ces deux termes, lorsque, en réalité, ils ne diffèrent pas seulement entre eux, mais ont une origine différente. La société est le produit de nos besoins, tandis que le gouvernement est la conséquence de notre méchanceté ; la première favorise notre bonheur positivement en unissant nos affections, l'autre dans le même sens agit d'une façon négative en réprimant nos vices. L'une encourage les rapports sociaux et l'autre crée des distinctions. La première est une protectrice et l'autre un punisseur. La société, sous toutes ses formes, est un bienfait, mais le gouvernement, dans ses

meilleurs états est un mal nécessaire ; sous ses formes pires, il devient un mal intolérable. »

Exactement à cette même époque (1775), vivait en Virginie, un penseur, un philosophe – je pourrais dire aussi un savant – qui pouvait, dès ce moment, être considéré connue le plus beau fleuron de la pensée humaine, c'était Thomas Jefferson. Cet homme avait su s'assimiler tout ce que les auteurs anciens et ceux de son époque avaient écrit sur la liberté, et le bonheur des peuples. Le savoir, la bonté et la hardiesse d'expression s'incarnaient en lui. Des quakers, qu'il n'avait cessé de protéger dès son jeune âge malgré les lois inquisitoriales du Code virginien, il avait puisé tout ce que leurs doctrines douces et bénévoles contenaient de bon.

Dans le cours du mois de juin 1776, Jefferson est désigné, par le Congrès des délégués des colonies rebelles ou qui vont se déclarer en état de rébellion, pour rédiger un acte par lequel ces congressistes devaient affirmer leur volonté de se séparer de la mère-patrie. Cet acte n'est pas comme on l'appelle une simple déclaration d'indépendance, mais est, en réalité, une affirmation des principes sur lesquels devra s'ériger le nouveau monde sans maîtres et sans esclaves, conçu par la pensée jeffersonienne : « Tous les hommes naissent avec des droits inhérents et inaliénables, tels la liberté, la libre poursuite du bonheur, etc. Défendre ces droits, tel doit être le principal objet d'un gouvernement légalement constitué avec le consentement des gouvernés. » Dans cette déclaration doit-on inclure les nègres, les esclaves ? – « Certainement. Isaac Newton était incontestablement supérieur à la plupart de ses contemporains, mais ce n'était pas là une raison pour qu'il revendiquât sur eux des droits de propriété ? »

Enfin, quelle différence faites-vous entre nourrir vous-mêmes vos esclaves ou leur donner un salaire à peine suffisant pour se nourrir eux-mêmes ? – Aucune, affirment Jefferson et ses disciples, et c'est pourquoi ils déclareront plus tard : « Il ne peut exister de liberté politique sans liberté

économique. »

Dans ce congrès mémorable, les jeffersoniens, malgré toute leur valeur et leur énergie, ne purent obtenir qu'un succès moral, qu'une victoire théorique. Devant l'affirmation des droits humains que proclamait la Déclaration de l'Indépendance américaine, l'esclavage sous ses différentes formes et dans toute sa hideur subsistait comme une institution sociale que sanctionnait la loi et que couvrait de sa puissante protection la religion sainte et sacrée.

Jefferson, sans se décourager, se prépare pour une lutte sans trêve ni merci contre les ennemis du peuple : ceux-ci, les riches propriétaires avec leurs plantations immenses et leurs complices inséparables, les révérends pères de toutes les religions et de toutes les sectes religieuses – hormis, cela va sans dire, la secte de nos bons quakers. Dès ce moment, la conception jeffersonienne nous apparaît dans toute sa simplicité et dans toute sa grandeur:

Transformation de la propriété : « La terre appartient, par usufruit, aux vivants. Les morts n'ont rien à voir dans nos affaires. »

Organisation de la société de bas en haut, en commençant par les plus basses couches sociales : les nègres et les blancs asservis sous la domination des agrariens esclavagistes. « Toute la force, toute la puissance de la société et du gouvernement doivent reposer entièrement sur le peuple. Si le peuple n'était constamment armé contre nous, vous et moi, la Chambre et Sénat, serions tous des loups.

« Si notre Gouvernement a dégénéré, c'est parce que le peuple a trop eu confiance en lui. Si notre peuple a eu trop confiance en nos hommes politiques, ou s'il s'est trop désintéressé de la chose publique, c'est parce qu'il n'est pas suffisamment instruit. » Pour l'instruction du peuple, Jefferson livre des combats de géants, il réclame des écoles

et avec ces écoles un enseignement rationnel. Il ose dire aux opulents planteurs qu'ils doivent créer des écoles et payer les impôts nécessaires pour couvrir l'es dépenses d'un budget nouveau, celui de l'instruction publique ; il veut aussi que les nègres puissent bénéficier du système scolaire établi pour tous les enfants du peuple. S'adressant aux sphères les plus élevées, celles de l'aristocratie intellectuelle, il propose de réformer de fond en comble l'enseignement universitaire. Il veut fonder des universités où les privilégiés de la société apprendront à connaître la science de l'économie politique, non pour pouvoir exploiter plus facilement la crédulité populaire, mais pour éduquer et diriger le peuple dans la voie du *self-government*, c'est-à-dire, dans cette partie de la science politique qui nous apprend à nous gouverner nous-mêmes, à vivre en société, autant que possible, sans l'intervention du gouvernement, dont l'action est toujours plus ou moins tyrannique.

Lorsqu'en Europe, le soleil de la liberté semblait s'être complètement obscurci, Jefferson fut porté par les événements et l'action du peuple à la présidence de la République américaine (1800). Son premier acte fut d'ouvrir les portes des prisons aux victimes des lois d'exception – nous dirions aujourd'hui *lois scélérates*. Quant à ces lois, il les déchira de ses propres mains en disant : « Cette chose infâme à laquelle on a voulu donner le nom de « lois », et sur ce point la pensée jeffersonienne se précise : « Tout ce qui peut restreindre ou amoindrir la liberté de l'individu (le terme citoyen n'est pas mentionné intentionnellement, puisque les esclaves ne sont pas des citoyens), ne peut avoir force de légalité. La liberté de l'homme ne peut être limitée que par le respect de la liberté d'autrui. »

Terminant son discours d'inauguration, le nouveau président de la République américaine prononce ces paroles : « Que nous faut-il encore pour être un peuple heureux ? Un gouvernement sobre et frugal qui ne retirera pas de la bouche de l'ouvrier

le pain qu'il a si péniblement gagné. »

Nul homme n'a mieux travaillé que Jefferson à l'amélioration du sort et à l'émancipation des classes opprimées ; soixante années de sa vie politique, dont huit passées à la présidence, furent entièrement consacrées à l'accomplissement de sa grande œuvre de liberté, de justice et d'humanité. Mais le résultat obtenu fut plutôt médiocre. Certes, des esclavagistes, et en grand nombre, consentirent à traiter les nègres avec plus d'humanité ; il n'est pas exagéré de dire que la moyenne des nègres dans les plantations des États du Sud, à la fin du xviii$^{e}$ siècle étaient matériellement mieux traités que la plupart des prolétaires de l'Europe occidentale, de France et d'Angleterre, pour mieux préciser. Quant à l'émancipation des esclaves, il ne fallait plus en parler ; ce fut en vain que le grand Américain usa de toute son influence pour arriver à la suppression de ce qu'il appelle une « *odieuse calamité* ». À ce sujet il disait : « S'il existe un Dieu de justice, je tremble pour mon pays. »

La période jeffersonienne qui comprend les deux plus grandes révolutions des temps modernes, ne se caractérise par seulement par ses bouleversements politiques et sociaux, mais aussi par les initiatives qu'elle réveilla chez les classes dites intellectuelles Des sociétés se formèrent pour la suppression de l'esclavage ; des colonies furent fondées par des philanthropes, dont certains furent de vrais révolutionnaires, dans le dessein d'améliorer immédiatement le sort des prolétaires dont les conditions économique étaient souvent plus abjectes que celles des esclavages des grandes plantations de coton et de tabac.

Parmi ceux qui se distinguèrent par la hardiesse de leurs expérimentations sociales et la grandeur de leur idéal philosophique, il faut citer comme ayant été le plus grand, Robert Owen, le père du socialisme anglais, ou si on veut du socialisme tout court. Cette partie de l'histoire du peuple

qui part des expériences si concluantes du philosophe anglais à New Lanark sur la Clyde (1820), à la suppression de l'esclavage (1864), constitue ce que nous appellerons, la période owéniste préparatoire du grand mouvement prolétarien de nos jours. Ce sera le sujet d'une prochaine étude.

Pour terminer cet article, citons ces paroles de feu Whitelaw Reid, ambassadeur américain à Londres. Ce diplomate distingué, dans une conférence qu'il fit dans une université galloise parie de Jefferson en ces termes : « Les idées jeffersoniennes furent la cause de cette agitation qui éclata à la fin du xviii$^{e}$ siècle et qui aujourd'hui s'étend un peu partout dans toutes les classes de la société ; une agitation qui ne s'apaisera que lorsque les idées de Jefferson auront triomphe. »

[/Laurent-Casas./]